

ter ; tandis que l'Eglise Catholique est gouvernée par les Vénérables Apostoliques de Bréda, Bousle-Duc, et Limbourg. C'est de la main d'un de ces Prélats, le baron Van Myekerslooth, Evêque in partibus, que presque toute la génération présente des fidèles de Hollande a reçu le sacrement de confirmation. Quand le décret de 1798, accordant la liberté de conscience, fut passé, il se forma aussitôt un parti puissant, favorisé par le gouvernement, qui n'a cessé jusqu'à présent d'entretenir une sourde persécution contre les Catholiques.

Ainsi on excluait systématiquement les Catholiques de tous les emplois publics et politiques, n'en admettant que quelques uns çà et là, pour qu'il ne fut pas constaté qu'ils étaient complètement exclus.

Le système universitaire ne le cède en rien à celui de France pour l'arbitraire et l'opposition, le poison du scepticisme et du philosophisme y coule à pleins bords, de sorte que les catholiques, pour conserver leur foi, sont forcés de se priver des avantages dont jouissaient leurs compatriotes qui s'y font graduer. En ce moment, cette question de l'éducation est fort agitée en Hollande.

Malgré toutes ces difficultés, les catholiques augmentent en nombre, et en importance. Ils n'ont pas moins de quatre feuilles hebdomadaires et deux Revues qui paraissent bien encouragées. De fait, leurs progrès sont un exemple remarquable du caractère distinctif du catholicisme, là comme partout.

Il est vrai que les protestants tournent en ridicule ce qu'ils appellent leur simplicité, c'est-à-dire leur attachement à leur foi, parlent avec mépris de leur prétendue inaptitude aux affaires ; mais en même temps ils les craignent et les haïssent, deux sentiments qui ne peuvent s'allier avec le mépris. Au reste, la preuve qu'on ne méprise pas le papisme autant qu'on veut bien l'affluer, c'est que pas moins de cinq sociétés ont été établies pour arrêter l'influence toujours croissante de l'élément catholique en Hollande. Nos lecteurs pourront apprécier le caractère de ces sociétés par les réglemens de l'une d'entre elles appelée le Phylacterion. Ces réglemens méritent d'être enregistrés, ne fut-ce que pour constater une fois de plus l'esprit du protestantisme partout où il domine.

1° N'avoir jamais que des domestiques protestants, sauf le cas de nécessité absolue.

2° Procurer aux protestants exclusivement l'influence, les avantages pécuniaires, l'ouvrage, etc. etc. etc.

3° En toutes circonstances, favoriser les protestants par les emplois, les places, les rapports de société, etc. etc. etc.

4° Contribuer au soutien de l'association en payant un florin pour le privilège d'admission ; et comme souscription cinq florins, ou une fois pour toutes vingt cinq florins.

5° Garder le secret de l'association, et du nom des membres.

Nous laissons à nos lecteurs à juger si c'est là l'esprit de charité fraternelle que la lecture de la Bible doit inspirer ; et nous terminons cette courte notice sur la situation de l'Eglise en Hollande, en faisant des vœux ardens pour le bonheur, le progrès, et la paix de nos frères dans la foi.

Actes du Consistoire secret.

Tenu à Naples, faubourg de Portici, par N. T. S. P. le Pape Pie IX, heureusement régnant, le 5 novembre 1843.

La Sainteté le Pape Pie IX a tenu ce matin, au palais royal de Portici, le Consistoire secret dans lequel le Saint-Père a proposé les Eglises dont les noms suivent :

L'Eglise archiépiscopale de Lucques pour le R. P. F. Jules Arignoni de Bergame, de l'Ordre des Mineurs Observans Réformés de Saint-François professeur de théologie à l'Université de Pise.

L'Eglise épiscopale de Cortone pour Mgr Joseph-Antoine Borghi, de l'Ordre des Capucins, transféré de l'Eglise épiscopale de Bethléem in partibus infidelium.

L'Eglise épiscopale de Nicaragua, dans l'Amérique centrale, pour Mgr Joseph-Georges de Viteri-y-Ungo, transféré de l'Eglise épiscopale de Saint-Sauveur, également dans l'Amérique centrale.

L'Eglise épiscopale de Montefeltre pour le R. D. Crispin Agostinucci, docteur en théologie et

archidiacre dans le chapitre métropolitain d'Urbino.

Les Eglises épiscopales unies de Pistoie et Prato pour le R. P. D. Léon Nierola, Florentin, procureur-général de l'Ordre des Chartreux de Saint-Bruno et Consultant de la Sacre-Congrégation des Evêques et des Réguliers.

Les Eglises épiscopales unies de Alétri et Rapolta pour le R. D. Ignace Solitti, prêtre de la ville de Lecce, docteur en théologie et chanoine théologal de cette cathédrale.

A la fin du Consistoire, on a fait à Sa Béatitude l'instance de sacré plénum pour l'Eglise archiépiscopale de Lucques.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, LUNDI 24 DECEMBRE 1843.

Dans un numéro précédent, nous annonçons que le Président Louis-Napoléon venait de supprimer en France les certificats d'étude. Nos lecteurs ont pu juger de l'importance de ce Décret quasi-imperial, parce que nous avons dit sur l'Université dans notre feuille de mardi dernier.

Au point de vue politique, cet acte de Louis-Napoléon est certainement curieux à examiner. Les certificats d'étude n'avaient de force qu'en vertu d'une Ordonnance Royale, et pourtant le Président n'a pas eu besoin de consulter l'Assemblée législative dans cette matière, matière réservée exclusivement au ressort du chef de l'Etat. On peut donc penser, avec les feuilles catholiques d'Europe, sans juger trop sévèrement M. le Président, qu'il a porté ce Décret important, au moment où l'Assemblée allait discuter cette question délicate, plutôt pour ne pas manquer l'occasion de faire un acte d'autorité impériale, que par amour pour la liberté de l'Eglise ; et dans ce cas, comme en mille autres, nous avons lieu d'admirer et de bénir la divine Providence qui dispose à son gré des évènements et des hommes pour les faire servir à des desseins éternels sur son Eglise.

La question du retour de SA SAINTETE à Rome est toujours indécise. Il paraît que le SAINT PÈRE s'était décidé à rentrer dans sa capitale, et qu'il y serait à présent sans la chute du ministère de Falloux-Dufour. Mais le coup d'Etat de Louis-Napoléon congédiant brusquement son ministère, et rappelant en même temps d'Italie le commandant général Rostokov, et l'ambassadeur M. de Courcelles, pour envoyer à leur place à Rome, avec cette double qualité, un officier connu pour son hostilité à l'Eglise, a décidé le Pape à remettre sa rentrée à Rome à une époque indéterminée. Ce n'est pas sans faire une grande violence à son cœur paternel que le Saint-Père a pris cette décision ; il sait combien Rome souffre de sa longue absence, et avec quelle ardeur l'immense majorité du peuple soupire après son retour ; pauvre peuple ! une dure expérience lui montre que Rome ne saurait vivre sans le Pape. Aussi députations sur députations se succèdent-elles à Portici, pour conjurer le Souverain-Pontife de venir par son auguste présence rétablir la vie à la Capitale du monde chrétien.

En France, le socialisme fait des progrès alarmans jusque dans les villes et les campagnes les plus éloignées de Paris. Tout semble présager de nouvelles commotions, et peut-être un nouveau règne de la terreur. Tandis que la société est si fortement ébranlée par les luttes des partis, la conjugation des sociétés secrètes, et les doctrines anarchiques et impies des apôtres du socialisme, l'Eglise puise de nouvelles forces, peut-être pour de nouveaux combats, par la tenue des conciles ; déjà les provinces de Paris, de Lyon, de Tours, d'Avignon ont donné le spectacle si imposant, et si nouveau pour la France moderne, de ces antiques réunions d'évêques, si fécondes en bénédictions pour les peuples ; sans doute que la voie de la concorde et de la paix qui régnent dans ces graves assemblées des vénérables Pontifes de la France, est une leçon qui ne sera pas per-

due pour le peuple, que tant de faux Prophètes cherchent à entraîner dans de nouveaux malheurs. Nous tiendrons nos lecteurs au courant des principales décisions prises par ces Saints Conciles ; nous pensons que les catholiques du Canada doivent profiter des graves enseignemens adressés à leurs frères de France. Ici nous sera-t-il permis d'appeler de tous nos vœux le jour où la métropole de Québec verra tous les évêques de la province réunis en Concile ?

En Suisse, le joug des démagogues s'appesantit de plus en plus sur la partie catholique de cette terre classique de la liberté. La prison et l'exil, sans forme de procès, sont à l'ordre du jour contre les catholiques qui osent réclamer en faveur de la liberté religieuse et politique promise par le pacte fédéral. La liberté de la presse a complètement disparu ; et sans quelques correspondances privées, nous serions dans l'impossibilité de donner à nos lecteurs une idée juste du bonheur et du progrès de la Suisse catholique sous le régime de la fraternité qui y règne sans contrôle depuis que l'égalité s'en est emparée en 1847. Il est bon que les catholiques sachent ce que devient un peuple attaché à sa foi, quand il est gouverné par un parti politique qui proclame que l'Eglise, les évêques, les prêtres, et les communautés religieuses sont de trop dans le monde moderne, et nuisent au progrès et à la liberté.

En Espagne, l'ordre et la tranquillité semblent bien affermis. S'il faut en croire le Times, Mgr. Bramelli, nonce du Pape à Madrid semblerait sur le point de quitter son poste pour avoir refusé de donner consentement à la vente des biens de l'Eglise. Si cette nouvelle se confirme, ce sera un cruel désappointement, après les belles espérances que les relations diplomatiques du nonce avec la cour d'Espagne avaient fait naître. Ne serait-ce pas à cette malheureuse circonstance qu'il faudrait attribuer le rappel des troupes Espagnoles des Etats Romains ?

En Angleterre, les conversions au catholicisme continuent toujours. Nous mentionnons, en passant, celle d'un ministre protestant, M. H. Billeston, qui vient de faire son abjuration entre les mains du Rév. Père Cakley, (de l'oratoire). Nos lecteurs se rappellent, sans doute, que M. Oakley, ex-docteur d'Oxford, est lui-même le bonheur et y a quelques années, d'être dans le sein dans la vraie Eglise avec son ami le célèbre M. Newman.

Deux D's des Bathurst, petites-filles du Rév. feu D. Bathurst, évêque protestant de Norwiche, ont été aussi reçues dans l'Eglise, l'une par le R. P. Ludwig, (Rédemptoriste), et l'autre par le chapelain du Bon-Pasteur, à Hammersmith. On s'occupe activement, surtout dans le District d'York, de fonder une association catholique, sous le patronage des évêques, pour la publication de feuilles périodiques à très bas prix, afin de faciliter l'instruction du peuple qui n'a pas les moyens de se procurer des livres, ni de souscrire aux feuilles catholiques. A York on est sur le point de faire paraître un journal hebdomadaire, The Lamp, rédigé par un comté de prêtres et de laïques qui n'ont d'autre ambition que d'instruire le peuple, le fortifier dans sa foi, et le préserver du poison des écrits irréligieux que les ennemis de la société, au tant que de la religion, lui offrent chaque jour en Angleterre, comme en France, en Italie, en Suisse, etc. Nous allons ajouter aussi en Can-

En Irlande, les Evêques, ou expulsions des fermiers, continuent d'une manière désolante ; de plus, il n'y a presque pas de jour où les Orangistes ne commencent ouvertement des meurtres horribles ; mais ce qui mérite surtout d'être flétri avec une juste indignation, c'est le barbare prosélytisme des protestants qui offrent toutes sortes de secours aux malheureuses victimes de la famine, à condition qu'elles renonceraient à la foi catholique !!! Des Révérends de plusieurs sectes ne rougissent pas de faire cet infâme métier !

L'association nationale du rappel de l'Union semble vouloir reprendre une nouvelle vie ; M. John O'Connell vient de publier une " Adresse " à l'Irlande, en annonçant que la souscription de la semaine montait à £22.

Il se forme aussi une nouvelle association sous le nom d'Alliance Irlandaise dont le but est de protéger la vie des Irlandais, de soutenir leurs intérêts légitimes, et d'obtenir la reconnaissance de leurs droits nationaux. Cette association paraît réunir les suffrages de toutes les classes de la société ; à sa première réunion à Dublin, M. Stritch, un des secrétaires, a annoncé que l'association avait déjà les signatures de 80 Dignitaires, et de 110 Curés de l'Eglise catholique ; de 22 membres du clergé régulier ; de 120 magistrats, propriétaires fonciers, etc. etc. de 200 membres des professions libérales, de 700 tenanciers, et de plus de 900 marchands, etc. etc. etc.

Le temps nous manque pour continuer ce résumé des nouvelles d'outre-mer ; nous aurions désiré pouvoir dire un mot de certains faits qui se sont passés dans l'île de Guernesey, où un ministre protestant a poussé le fanatisme jusqu'à employer la force pour faire entrer dans son temple plusieurs corps de matelots Français catholiques, que la mer avait jetés sur le rivage ; à toute force, il a voulu réciter son service sur ces pauvres naufragés, avant de permettre qu'ils fussent déposés dans le cimetière catholique. Nous y reviendrons plus tard, de même que sur une singulière protestation d'un Evêque Anglican, en Australie, contre les collectes faites par les catholiques en faveur de Pie IX. Ce brave homme, qui signe " Auguste Evêque par la faveur de la Reine " trouve fort mauvais que les catholiques s'avisent de sympathiser aux souffrances du chef de leur Eglise, et en conséquence il fit une charge solennelle contre cette superstition. Ce que c'est que la manie de protester !

BULLETIN.

Les discours prononcés au Congrès de M. Price à Toronto. — Vêrtes de celui de M. Baldwin. — Impatience des libéraux sur le chapitre des Réformes. — Les travaux de la dernière session. — Les finances de la province. — M. Merritt, et la réciprocité avec les Etats-Unis. — Nouvelles, Faits divers etc.

A défaut d'évènements et de faits, qui manquent à notre chronique habituelle, nous revenons encore au dîner donné à l'hon. M. Price à Toronto. Le Globe, dans sa feuille de mardi, a publié un long des principaux discours prononcés en cette occasion. Celui de M. Price a principalement trait aux affaires du L.C. Celui de M. Baldwin contient des vèrtes à l'adresse des libéraux du Canada entier, qui sont pleines de raison et de sens. M. Baldwin se plaint que les Réformistes sont trop impatientes à propos de réformes et pas assez indulgents vis-à-vis du ministère. On ne connaît pas, dit-il, les difficultés, les travaux, les peines de ceux qui sont chargés d'aviser la couronne, dans l'administration des affaires de la Province.

M. Baldwin fait un rapide tableau des progrès politiques des dernières 10 à 12 années en Canada. Les progrès, dit-il, ont été immenses, merveilleux et tels qu'on n'en a pas vu de semblables en aucun pays dans un si court espace de temps. Il y a dix ans nous n'avions pas l'ombre même du gouvernement représentatif et aujourd'hui l'Exécutif est soumis à la plus complète responsabilité au peuple. Quant aux mesures de réforme dont le pays a besoin, un grand nombre lui a déjà été donné et avec un peu de temps, il obtiendra les autres. Ce qu'il y a de regrettable parmi nous, a ajouté M. Baldwin, c'est qu'on montre une impatience très-vieille de voir effectuées à la fois toutes les réformes imaginables. On manque d'indulgence envers les ministres actuels et on ne tient pas compte des embarras de la situation. M. Baldwin lut à l'assemblée une lettre qu'il adressa à tous ses collègues et amis de la Chambre en février 1843, avant d'entrer au pouvoir, dans laquelle il exprima ses craintes au sujet de cette même impatience dont il se plaint aujourd'hui. Il disait alors qu'il ne se souciait guère de faire partie du cabinet, mais que si ses amis le forçaient d'y entrer, ses amis ne devaient pas attendre de lui des impossibilités politiques et devaient le soutenir dans la ligne de conduite qu'il suivait tout vis-à-vis les trop ardents dans les rangs réformistes que vis-à-vis ses adversaires politiques. Le ministère, en somme, fait pour le mieux et ne peut aller plus vite. Le peuple doit avoir confiance en lui et le soutenir. S'il ne le fait pas, le ministère actuel, devra faire place à d'autres.

Assurément, dit encore M. Baldwin, quand on repasse attentivement les travaux de la dernière session parlementaire et qu'on examine ce que nous avons fait, on ne peut nous accuser d'être des serviteurs oisifs et paresseux. Tout le monde a approuvé le discours d'ouverture de la session. Nos voisins même en ont fait féliciter et disent qu'il ressemblait à un message Présidentiel. Quel a été le résultat de la session ? Sur tous les sujets mentionnés dans le discours des projets de loi furent présentés à la chambre, et tous passés et devinrent loi à une seule exception, le bill de Représentation, qui fut perdu par une seule voix, dans une division où il fallait les deux tiers de la chambre. Jamais dans une seule session dans aucun pays on a législaté à la fois sur des sujets si importants et en si grand nombre. Il y a eu 27 bills faisant des changements dans les lois ; 7 reconstruisant le système de Judicature. — 4 sur l'éducation — 5 réglant les municipalités — 1 bill d'élection — 8 bills concernant l'économie et les finances — 4 le commerce — 4 des améliorations publiques — 2 la santé publique — 1 l'émigration. — 1 les Postes. — 1 l'amnistie — 1 les Pertes — 4 les terres publiques et — 29 d'autres sujets d'importance. Sur les 303 bills introduits en chambre durant la session, le gouvernement en a introduit 77. Les ministres n'ont donc pas été oisifs. L'honorable M. Hincks, dans son discours, a parlé de l'état des finances de la Province.

" Nonobstant toutes les fausses assertions de nos adversaires, dit-il, je suis heureux de pouvoir dire que la condition financière de la province est très-satisfaisante. Il est vrai qu'il y a eu des embarras temporaires résultants de la nécessité qu'il y avait de compléter quelques-uns des plus importants de nos travaux publics, et des difficultés de négocier des emprunts sur les marchés anglais ; mais malgré cela il n'y avait aucune raison d'être inquiet concernant cette partie du service public. Le coût total de nos travaux publics, le 30 novembre dernier, était de £4,621,961 3s. 6d., et la balance d'appropriations pour le complément de ces travaux est d'à peu près £70,000, ce qui formera, quand ces travaux tous finis, un total de £4,691,961 3s. 6d. Le total de la dette publique s'élevait à la même époque à £3,939,835 16s. 6d., et le montant qui doit être négocié est de £823,679 13s. 10d., ce qui portera la dette à £4,263,535 12s. 4d. La différence entre la dette et ce qui a été dépensé pour les travaux, est de £123,435 11s. 2d. qui ont été économisés et placés dans les travaux. Il faut ajouter à ce montant le fonds d'amortissement de £33,366 10s. 7d., on voit par là que le montant du coût entier des travaux, qui s'élève à un peu plus de quatre millions et demi courant £4,907,902 1s. 9d. ont déjà été payés à même le revenu courant. " Il n'y a peut-être pas de pays au monde, dit M. Hincks, qui puisse montrer de plus magnifiques résultats. Nous avons entrepris des ouvrages gigantesques qui font l'admiration de tous ceux qui les voient, qu'ils viennent d'Europe ou d'Amérique. Ils ne sont pas encore parfaitement complétés et déjà un neuvième du coût total en a été payé. Je n'ai pas besoin de parler des immenses avantages que re-

tirent les cultivateurs de ces travaux publics. Tout le monde les connaît. Mais le revenu venant contempler par le commerce de l'Ouest, qui prendra bientôt la voie du St. Laurent, pour enrichir nos cultivateurs, nos marchands et nos industriels. On a beaucoup parlé dans les journaux, continue M. Hincks, de ma mission en Angleterre ; voici ce qui est arrivé. En y arrivant j'ai trouvé l'esprit public et les capitalistes si ignorants sur la condition et les ressources du Canada, que j'ai cru bien faire en publiant un pamphlet sur ce sujet comme sur l'objet de ma mission. Je crois aussi que ce pamphlet a été utile. S'il a été utilement et injustement attaqué par la presse de l'opposition, ici, il a été approuvé en Angleterre, même par les marchands canadiens, mes adversaires en politique.

Durant mon séjour à Londres, j'ai vendu des déclarations au montant de £120,000, et si je n'ai pu obtenir tout l'argent qu'il me fallait, ce n'est pas ma faute à moi, mais bien la faute de ceux qui m'ont attaqué, ici, et qui ont fait les émettes de l'été dernier. Après ces malheureuses émettes je n'ai pas essayé de faire de nouvelles négociations, de peur de ne pas réussir et par là de nuire au crédit de la Province. J'ai confié nos intérêts, à Londres, à nos banquiers qui m'écritent, qu'à moins que tout soit stable ici et qu'on puisse avoir une parfaite confiance dans la tranquillité intérieure et la position future du Canada, il sera difficile d'avoir de l'argent. Si nous n'en avons pas, il faut nous en prendre à nous mêmes."

L'hon. M. Merritt parla de la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis et dit que l'inégalité des prix entre les marchés voisins et ceux du Canada devait cesser et qu'elle cesserait. On a dit, ajouta M. Merritt, que les américains ne voulaient pas abolir les droits qu'ils ont imposés sur nos grains. Il faut qu'ils les abolissent. Ils ne peuvent taxer les produits du Canada, quand leurs propres produits sont admis libres de droits sur les marchés anglais. La Grande-Bretagne peut nous faire avoir bien vite cette réciprocité des Etats-Unis en plaçant sur leurs produits les mêmes droits qu'ils ont imposés sur les produits du Canada."

Le Herald de lundi au sujet de ces opinions de M. Merritt, dit sur la foi du New York Courier and Enquirer, que le président du conseil a écrit à lord Palmerston qu'il faut qu'il obtienne la réciprocité entre les E. U. et le Canada ou bien que le Canada demandera l'annexion. Le Herald ajoute qu'on aurait dû se servir contre M. Merritt comme on a fait envers les autres annexionnistes. Nous ne croyons rien à cette histoire du N. Y. Courier et Enquirer."

Nous recommandons la lecture du document qui suit, comme intéressant la religion. Plus tard, nous espérons faire connaître le Concile National d'Allemagne dont il est parlé dans cet écrit.

Association de Pie IX en Allemagne.

L'Eglise d'Allemagne, pour nous servir des paroles de Pie VIII, était réduite à l'état le plus abject d'un pitoyable esclavage, par suite des grandes et nombreuses usurpations des autorités laïques ; de sorte que les fidèles privés des secours nécessaires et utiles à leurs âmes, étaient dans un danger éminent de perdre leur salut.

" Qui mérite d'être blâmé en tout cela ? C'est nous, s'écrient les catholiques d'Allemagne dans leur première adresse à Pie IX, en octobre 1843 ! c'est nous mêmes, et non point nos souverains ! Car par notre imprudence et notre argut, nous avons largement contribué à maintenir le système d'erreur et de mensonge qui autorisait nos princes à considérer chacune de leurs agressions contre l'Eglise, comme un droit naturel et inviolable. Nous envoyons nos enfants à leurs écoles de gouvernement, et à leurs universités, où l'on n'enseignait point d'autre doctrine. Nous supportions une presse périodique, et nous devorions une littérature corrompue, qui proclamait les mêmes principes de servage. Nous applaudissions à des légistes ambitieux et vendus, qui n'avoient que prérogative pour le souverain et rappelaient en quelque sorte les jours de Rome païenne, alors que ses jurisconsultes faisaient un Dieu de César, tandis que César lui-même chargeait de chaînes la chaste épouse du Christ. C'est ainsi que les catholiques d'Allemagne viennent de s'accuser eux-mêmes, en présence du Souverain Pontife, et de toute l'Eglise de Dieu ; et c'est ce qu'ils devaient faire ; car c'était bien pour vingt millions de Catholiques une honte à la faire rougir, que de demeurer spectateurs silencieux à la vue du déshonneur ainsi infligé à la Vénérable Mère qui les avait enfantés à Jésus-Christ ; et le seul moyen d'effacer cette honte était de faire à la face de l'univers l'ingénue confession qu'ils viennent de faire, et de racheter le déshonneur du passé par un avenir plein d'énergie et de zèle dévoué."

Le premier réveil à ce sentiment du devoir fut amené par le mémorable empressement du glorieux confesseur, l'Evêque de Cologne, Baronosste Vischo Drine. Les Catholiques d'Allemagne virent les cheven x blancs de leur vieux pasteur traînés avec violence dans un enclot, parce qu'il avait osé traiter un sacrement de l'Eglise, selon les principes de l'Eglise. Pour la première fois ils sentirent qu'ils étaient esclaves. Goerres écrivit son Athanasius ; et ils résolurent de s'affranchir. Il leur manquait que l'occasion ; et elle ne tar la pas à se présenter. Bientôt des cris et des bruits de canons et de mousquets se firent entendre dans Paris, aux trois jours de Février, pour aller se répéter dans les rues de Vienne et de Berlin. Ce n'est pas que les Catholiques d'Allemagne aient désiré, ou fi-

nature à donner des regrets. Nous partimes munis d'une ample provision de Chartreuse et d'élixir de longue vie, ainsi nommé à cause de ses vertus toniques et digestives. Frère Jean Marie nous accompagna à quelques centaines de pas, puis nous serons à tous affectueusement la main. Au bout de cinq minutes de marche, en nous retournant, nous apercevions encore sa robe blanche et son bras tendu dans un geste de suprême adieu. La route qui mène de la Chartreuse à St. Laurent du pont, est une des choses les plus merveilleuses qu'on puisse voir, même pour ceux qui ont traversé le Sappéy. Pendant deux heures et demie, on cotoie le torrent entre deux montagnes resserrées dont les sommets pendent sur l'abîme, parfois à gauche ou à droite de la route ; un enfoncement se prolonge en pente douce, semblable à un golfe de verdure ; un uigle plane dans les cieux et s'y perd comme un point noir et mouvant ; un chêne arrondi au-dessus du voyageur ses vieux bras chargés de lierre. La majesté des bois, le silence auguste des solitudes remplissent l'âme de leur harmonie. — En approchant de St. Laurent du pont, les deux chaînes resserrées tournent brusquement à l'est et à l'ouest. Un vaste horizon s'ouvre aux regards sur la plaine que parcourt la route de Lyon à Chambéry. Le Carcas-sonnais nous fit voir avec orgueil une lieue, sur notre droite, la fameuse percée que fit exécuter Napoléon. C'est un des plus beaux ouvrages qu'on puisse voir en ce genre. L'ancienne route de Chambéry s'élevait, en quittant la plaine, sur des hau-

teurs de difficile accès, et l'Empereur avait décidé qu'il en serait autrement. Mais par tout se reconstruisaient des rochers. Les ingénieurs chargés du travail rendaient compte au grand homme de cet obstacle naturel. — Eh bien ! dit Napoléon, si les rochers ne veulent pas vous livrer passage, percez-les. — Les ingénieurs se mirent à l'ouvrage et taillèrent dans la roche vive un magnifique tunnel, en ligne droite, long de deux kilomètres. — Nous rentrâmes à Grenoble par Voreppe et la ligne droite de l'Isère. Au-dessus de Voreppe, à une lieue dans la montagne, s'élève le monastère de Chalais, où le Père Lacordaire fait sa résidence habituelle pendant les loisirs que lui laisse la prédication. De l'autre côté de l'Isère, les curieux vont voir les caves de Sassenage, gouffres naturels que le Dauphiné compte au nombre de ses sept merveilles, et les gastronomes y vont déguster sur place des fromages renommés dans toute la région des Alpes. — Notre pèlerinage était fini. Il ne nous restait plus qu'à en marquer sur le papier les impressions, que nos lecteurs partageront peut-être. Maintenant que l'automne effeuille les bois et épaissit les ombres, nous ne leur conseillons pas d'aller vérifier sur le Sappéy l'exécution de nos récits. Mais à l'été prochain nous leur dirons : Vous qui aimez la belle nature, les grandes œuvres de Dieu, les fleurs, l'air embaumé des forêts, tout ce qui élève l'âme, charme la vue et fortifie les bons sentiments, allez passer deux jours à la grande Chartreuse.